Zeitschrift: Revue économique et sociale : bulletin de la Société d'Etudes Economiques et Sociales

Herausgeber: Société d'Etudes Economiques et Sociales

Band: 15 (1957)

Heft: 3

Artikel: Statistiques économiques anglaises et politique gouvernementale

Autor: Maynard, T.C.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-134844

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 16.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

Statistiques économiques anglaises et politique gouvernementale

par T. C. MAYNARD

B. Sc. (Econ.), A.I.B., F.S.S.,
chef statisticien, service d'études économiques, Westminster Bank Ltd., Londres.

Les futurs historiens, qui dresseront le bilan de l'évolution économique du Royaume-Uni pendant les deux dernières décennies, n'auront pas à se plaindre d'une pénurie de sources. Depuis 1945 — et surtout depuis tout récemment — des faits et des chiffres ont été publiés en abondance, qui racontent l'histoire de la bataille d'Angleterre, livrée d'abord pour sauvegarder l'indépendance du pays et remporter la victoire, et ensuite pour assurer la survivance économique et améliorer les conditions de vie.

Cependant, malgré la masse des publications officielles, il ne semble pas que le problème de la sélection des documents de base doive se révéler trop ardu. En fait, les deux plus importants livres blancs (white papers), à caractère économique, publiés chaque année par le Gouvernement britannique, s'imposent d'eux-mêmes, en raison déjà de leur seul titre : il s'agit de l'*Economic Survey* [1] et du rapport sur le revenu national, intitulé *National Income and Expenditure* [2]. L'historien y trouvera, année après année, un résumé des événements économiques en Grande-Bretagne ; il sera surpris toutefois de constater que les statistiques du revenu national n'ont débuté qu'en 1941, et que cette somme si précieuse d'informations qu'est l'*Economic Survey* n'a été disponible qu'à partir de 1947.

Il est aisé de discerner les raisons du développement intensif des statistiques économiques anglaises durant et après la seconde guerre mondiale. L'information statistique, officielle ou non, est rarement le résultat d'exercices académiques ; soit elle apparaît comme un sous-produit de l'administration, soit elle est établie spécialement pour répondre aux besoins des dirigeants. Or, la guerre souleva un grand nombre de problèmes économiques et sociaux nouveaux et en

---

[1] L'*Economic Survey*, publié annuellement par le Trésor britannique depuis 1947, est mis en circulation peu avant le budget, en avril. Il contient des tableaux résumés du revenu national, de la balance des paiements et d'autres séries importantes, ainsi qu'un commentaire sur la situation économique pendant l'année précédente. Cf. *Economic Survey 1957*, Cmnd. 113, avril 1957.

[2] Depuis 1952, le Bureau central de statistique a publié des estimations du revenu national et de la dépense dans deux documents séparés : les *Preliminary Estimates* (Estimations préliminaires) paraissent à peu près en même temps que le *Survey*, qui y puise abondamment ; le *Blue Book* (Livre bleu) est publié en juillet-septembre, et donne des indications beaucoup plus détaillées, qui sont basées sur des informations devenues disponibles après les premières estimations. Cf. *Preliminary Estimates of National Income and Expenditure 1951 to 1956*, Cmnd. 123, avril 1957, et « National Income and Expenditure », *Blue Book*, juillet 1956.

aggrava quelques-uns hérités du passé. Pour les résoudre, il fallait une politique économique nouvelle, qu'il était impossible de mener à chef sans statistiques appropriées. Si l'élaboration de cette politique rendit évidente la nécessité de perfectionner l'instrument statistique, elle eut aussi pour effet de déterminer, dans une large mesure, la nature et la présentation des données numériques requises. Ainsi, l'évolution des statistiques économiques anglaises vaut la peine d'être étudiée non seulement pour elle-même, mais aussi parce qu'elle est l'expression des préoccupations du Gouvernement britannique à l'époque contemporaine.

Les statistiques d'avant-guerre, reflet de la politique d'avant-guerre

Il y a vingt ans, l'information statistique rassemblée et publiée par les divers départements gouvernementaux était peu de chose en comparaison de ce qu'elle est actuellement. Il n'y avait aucune publication officielle régulière concernant la balance des paiements et seulement des estimations privées du revenu national et de la dépense nationale. Bien que le Board of Trade et la Banque d'Angleterre aient préparé des indices relatifs à la valeur des ventes au détail, on ne possédait pas encore de recensement complet de la distribution (census of distribution). Les séries à court terme consacrées à la production, peu nombreuses, étaient, en général, obtenues des entreprises par les associations économiques, sur la base d'arrangements volontaires. Chaque département public traitait ses propres statistiques ; la collaboration entre les différents services de l'Etat étant insuffisante, les données se trouvaient être difficilement comparables. Mis à part les recensements, d'ailleurs peu fréquents, de la population[1] et de la production [2], la plupart des statistiques régulières étaient surtout le sous-produit d'activités administratives, et ne constituaient pas une information préparée spécialement en vue de l'orientation de la politique économique.

Néanmoins, les statistiques disponibles avant 1939 étaient probablement adéquates par rapport aux fonctions qu'on attribuait alors à l'Etat. C'est ainsi, par exemple, que l'administration de l'assurance-chômage put communiquer aux autorités, en juillet 1937, que le nombre des travailleurs assurés sans occupation s'élevait à 1,4 million ; comme le Gouvernement n'assumait pas, à l'époque, la responsabilité de maintenir un haut niveau d'emploi, l'existence de ce chômage massif n'incita pas les autorités à pratiquer une politique radicalement nouvelle d'expansion de la demande. Il n'y avait donc aucune raison de pourvoir l'administration publique d'un tableau statistique d'ensemble groupant les composants des ressources et de la demande globales, ainsi que le fait actuellement la comptabilité nationale.

[1] Un recensement décennal de la population (Census of Population) a été effectué régulièrement depuis 1801, sauf en 1941, à cause de la guerre.

[2] Un recensement de la production (Census of Production) a eu lieu en 1907, 1912, 1924, 1930 et 1935 ; au cours des années trente, il y eut aussi quelques enquêtes faites en vertu de l'« Import Duties Act ».

LES STATISTIQUES ET LA PLANIFICATION DE GUERRE ; LE REVENU NATIONAL

La guerre vint modifier complètement cette situation. Le Gouvernement se trouva dans l'obligation d'organiser l'économie de manière à utiliser intégralement toutes les ressources et à les diriger là où elles pouvaient contribuer de la façon la plus efficace à l'effort militaire. A la non-intervention d'avant-guerre succéda le programme de planification étatique le plus étendu et le plus détaillé que le Royaume-Uni ait jamais connu.

La planification de guerre exigea la production d'une grande quantité d'informations économiques ; aussi créa-t-on, en janvier 1941, le Bureau central de statistique (Central Statistical Office), qui fit dorénavant partie du Bureau du Cabinet (Cabinet Office), placé sous la direction du premier ministre. L'une des fonctions du Bureau central de statistique a été décrite officiellement comme suit [1] :

« ... il seconde les organes centraux du Gouvernement dans toutes les questions impliquant l'usage de statistiques, et fait en sorte que les principaux besoins en statistiques des autorités soient satisfaits dans la mesure du possible. »

Au début de la guerre, une des préoccupations pressantes du Gouvernement fut de connaître le volume et la composition des ressources nationales ; à cet effet, il publia, en 1941, une « Analyse des sources de financement de guerre et une estimation du revenu national et de la dépense nationale en 1938 et 1940 »[2]. Ce fut la première des publications officielles régulières sur le revenu national (il faut souligner ici que cette tentative devait beaucoup aux travaux antérieurs d'économistes tels que Bowley, Stamp et Clark).

Les estimations du revenu national, établies à partir de 1941, étaient fondées pour une large part sur les données relatives aux revenus des facteurs, tirées des déclarations fiscales ; toutefois, du côté des dépenses, quelques-uns des postes étaient estimés directement grâce à une grande variété de sources statistiques .

Le processus d'estimation dépend essentiellement de la synthèse habile d'informations extraites de sources nombreuses ; en vérité, rares sont les statistiques économiques particulières (officielles ou non) qui n'entrent pas, à un point ou à un autre, dans la composition des tableaux du revenu national et de la dépense nationale. Toutefois, même l'architecte le plus compétent peut être handicapé par la pénurie de matériaux de construction ou par leur défectuosité : en 1941, les éléments statistiques de base laissaient à désirer aussi bien du point de vue de la qualité que de la quantité. Des progrès furent réalisés les années suivantes, mais la phase la plus décisive pour le développement des statistiques économiques s'ouvrit en mai 1944, lorsque parut le fameux livre blanc sur la politique de l'emploi.[3]

---

[1] *Cf.* « Government Statistical Services », *H.M.S.O.*, 1953, p. 12.

[2] « An analysis of the sources of war finance and estimate of the national income and expenditure in 1938 and 1940 », 1941, Cmd. 6261.

[3] White Paper on « Employment Policy », 1944, Cmd. 6527.

La politique de l'emploi et les conditions de son succès

Le livre blanc de 1944 a fait l'objet de tant de commentaires qu'il suffit ici de rappeler quelques-uns des aspects fondamentaux de ce document historique.

Ayant endossé la responsabilité du maintien d'un niveau de l'emploi élevé et stable (le document ne parle pas de « plein emploi »), le Gouvernement de coalition exposa dans le livre blanc les conditions qu'il jugeait nécessaire de réaliser pour atteindre ce but, à savoir : *a)* la fixation de la dépense globale à un niveau approprié, *b)* une stabilité raisonnable des prix et des salaires, et *c)* une mobilité suffisante de la main-d'œuvre (§ 39).

La dépense globale (litt. *a*) fut décomposée, dans le livre blanc, en quatre éléments :

1. les dépenses privées de consommation en biens et services [1] (alimentation, habillement, loyers, divertissements, etc.) ;
2. les dépenses publiques courantes en biens et services [2] (défense nationale, éducation, services médicaux, etc.) ;
3. les dépenses d'investissement [3] (constructions, équipement en machines et véhicules, accroissement des stocks) :
   a) du secteur privé, et
   b) du secteur public ;
4. la balance extérieure [4], soit la différence entre les importations et les exportations de biens et de services.

Commentant ces diverses espèces de dépenses, le livre blanc remarquait (§ 42) : « qu'elles se distinguaient les unes des autres tant au point de vue de leur sensibilité aux fluctuations, qu'en raison de la plus ou moins grande facilité avec laquelle ces fluctuations pouvaient être contrôlées » ; il ajoutait que les dépenses privées de consommation et les dépenses publiques courantes étaient les moins sujettes à variations brusques et spontanées, tandis que les investissements privés et la balance extérieure étaient non seulement les éléments susceptibles de varier le plus, mais qu'ils se trouvaient être aussi les moins faciles à contrôler (§ 44-47).

Cette analyse amena les auteurs du livre blanc à formuler les principes qui devaient guider la politique gouvernementale axée sur le maintien du rythme de la dépense globale ; il fallait : *a)* promouvoir une forte expansion des exportations, *b)* stabiliser les dépenses d'investissement, et *c)* prendre des mesures propres à influencer les dépenses privées de consommation.

La méthode de la comptabilité nationale

Le livre blanc de 1944 s'inspirait d'une conception entièrement nouvelle du rôle de l'Etat dans l'économie, conception dont le fondement théorique était dû à Keynes. L'élargissement des compétences des pouvoirs publics impliquait

[1] Private consumption expenditure on goods and services.
[2] Public current expenditure.
[3] Investment expenditure.
[4] Foreign balance.

la mise en œuvre de nouvelles politiques et le livre blanc soulignait que leur succès dépendait de l'existence d'une bonne information.

Afin de faire ressortir la nature et l'ampleur des besoins en statistiques créés par la politique de l'emploi, il convient de présenter sous forme comptable les quatre éléments constituant la dépense globale. Dans le tableau ci-après, la partie de gauche est réservée à la dépense, tandis que celle de droite concerne les ressources disponibles (ou « revenu ») correspondantes. Pour que le modèle soit complet, on a mentionné les chiffres relatifs à l'année 1948.

Tableau N° 1. Ressources et dépenses nationales du Royaume-Uni en 1948, au coût des facteurs.

(En millions de £)

Dépenses (demande)		*Ressources* (offre)	
1. Consommation privée.....	7.163	5. Produit domestique brut [1]...	10.189
2. Consommation publique	1.729	6. Importations de biens et de services	2.197
3. Investissement brut [1]	1.537		
4. Exportations de biens et de services	1.957		
Dépenses totales :	£ 12.386	Ressources totales :	£ 12.386

[1] Avant déduction des amortissements destinés à maintenir l'appareil de production.

Source : « National Income and Expenditure Blue Book », *H.M.S.O.*, juillet 1956.

Le cadre analytique du tableau des dépenses et des ressources (appelé aussi tableau de l'« offre et de la demande » ou tableau des « ressources ») est le même que pour le revenu national, dont il dérive, après un simple réajustement des rubriques. Il suffit d'un coup d'œil pour se rendre compte que ce « bilan » fournit un résumé précieux des principaux agrégats d'offre et de demande dans l'économie, ainsi que de leurs relations mutuelles. L'utilité de cette vue panoramique est naturellement encore plus grande lorsque les agrégats sont présentés avec plus de détails, ainsi que c'est le cas dans une comptabilité nationale complète.

La majeure partie des rubriques du tableau 1 sont suffisamment expressives pour qu'il n'y ait pas lieu de les expliquer ; trois points cependant demandent à être précisés. Tout d'abord, la « balance extérieure » (qui est le quatrième élément de la dépense globale retenu par le livre blanc de 1944) a été divisée en deux segments : les exportations, qui apparaissent du côté des dépenses (demande) et les importations, qui viennent s'ajouter aux ressources (offre). Le résultat aurait été le même si on avait ajouté du côté des dépenses le solde négatif de la balance extérieure (— £ 240 millions). Deuxièmement, notons que

les données ci-dessus sont exprimées au « coût des facteurs » ; cela signifie que l'évaluation des divers éléments a été faite sur la base des rémunérations accordées aux facteurs de production qui ont coopéré à la formation du produit global en 1948. On ne tient ainsi pas compte des subventions et des impôts indirects. Le produit au coût des facteurs est donc égal au produit aux prix du marché plus les subventions et moins les impôts indirects. Troisièmement enfin, remarquons que le « produit domestique brut » représente la valeur totale de la production interne en 1948. On peut obtenir cette somme, soit en additionnant la valeur de la production (de biens et de services) de chacune des industries nationales, soit en totalisant tous les revenus des facteurs de production.

Ces deux aspects du « produit domestique brut » apparaissent encore mieux dans un compte montrant d'une part la contribution des industries au produit total, et d'autre part les revenus des facteurs qui se partagent ce produit. Dans les deux dernières lignes du tableau qui suit, le revenu net reçu de l'extérieur est ajouté au « produit domestique brut », afin d'obtenir le « produit national brut » (Gross National Product ou G.N.P.), qui est lui-même égal au « revenu national » (National Income) plus les amortissements.

UNIVERSITÉ DE LAUSANNE

Faculté de Droit

Ecole des Sciences sociales et politiques

L'école des Sciences sociales et politiques prépare les étudiants dans ses trois sections :

a) Section des Sciences politiques ;
b) Section des Sciences sociales ;
c) Section des Sciences pédagogiques.

A la suite des épreuves réglementaires, l'Université confère la licence ou le doctorat correspondant à chacune de ces trois sections.

L'Ecole des Sciences sociales et politiques prépare, en outre, les candidats au :

Diplôme d'études diplomatiques et consulaires.

Renseignements au Secrétariat de l'Ecole, 5, rue Vuillermet, Lausanne

Tableau N° 2. Produit national brut du Royaume-Uni en 1948, au coût des facteurs.

(En millions de £)

Industries contribuant au produit national brut [1]		*Revenus des facteurs ou répartition du produit national brut*	
Agriculture, forêts et pêche	642	Revenu de l'emploi dépendant .	6.763
Industries mécanique, métallurgique, chimique, etc.	3.731	Revenu de l'emploi indépendant [1]	1.321
Construction et travaux publics	614	Profits bruts des entreprises privées et publiques [1]	2.014
Distribution	1.392	Loyers [1]	418
Transports, communications ...	827	Erreur résiduelle	— 2
Finance	279		10.514
Autres industries	1.585		
Total de la production et du commerce	9.070	Moins appréciation des stocks [2]	— 325
Administration publique et défense	705	*Produit domestique brut au coût des facteurs*	10.189
Santé et éducation	257		
Logements	299	Revenu net de l'extérieur	187
Divers	183		
	10.514		
Moins appréciation des stocks [2]	— 325		
Produit domestique brut au coût des facteurs	10.189	*Revenu national y compris l'amortissement*	10.376
Revenu net de l'extérieur	187		
Produit national brut au coût des facteurs	10.376	(= produit national brut au coût des facteurs).	

Notes : [1] Ces chiffres incluent les provisions pour amortissement et l'appréciation des stocks.
[2] Cette déduction est faite pour tenir compte du changement intervenu dans la valeur des stocks par suite de la seule hausse des prix d'estimation.

Source : « National Income and Expenditure Blue Book », *H.M.S.O.*, juillet 1956.

La justification de cette méthode de présentation des faits économiques a été donnée dans une publication [1] du Bureau central de statistique, qui explique les méthodes et les sources utilisées dans la préparation des estimations du revenu national et de la dépense nationale britanniques :

« Le but de ce schéma comptable est de fournir une méthode commode, logique et ordonnée, permettant d'exhiber synthétiquement une masse d'informations statistiques. Il est important que les rubriques soient suffisamment détaillées, de manière que celui qui utilise le tableau puisse en adapter la disposition en fonction des problèmes à résoudre. »

[1] « National Income Statistics : Sources and Methods », *H.M.S.O.*, 1956, p. 26.

Le directeur des statistiques auprès du Board of Trade a relevé dans les termes suivants l'utilité des estimations du revenu national pour les pouvoirs publics et pour les milieux d'affaires [1] :

« Les statistiques du revenu national et de la dépense nationale donnent une description d'ensemble de notre situation économique ; elles permettent de s'assurer que les différentes forces en action et les divers aspects de la vie économique sont envisagés dans de justes rapports et perspectives. Elles imposent une discipline à la pensée économique... L'observation des événements à travers la comptabilité nationale est un moyen pratique d'embrasser une totalité et de ne pas se perdre dans les détails. La comparaison des chiffres les plus récents avec ceux du passé indique dans quelle direction se meut l'économie et permet d'interpréter les raisons d'une telle évolution ; partant de ces constatations, il est possible d'extrapoler et de lancer un regard encore hésitant sur le futur. »

La politique de l'emploi et le besoin de statistiques

A l'époque où parut le livre blanc sur la politique de l'emploi (1944), les statistiques officielles du revenu national ne dataient que de trois ans. Ces premières estimations étaient naturellement expérimentales quant à la méthode utilisée, et approximatives du fait des lacunes de la documentation de base. Le livre blanc insista tout particulièrement sur la nécessité d'améliorer cette dernière :

« ... nombre de décisions touchant à l'exécution de la politique de l'emploi dépendront d'un diagnostic rapide et sûr... il est, par conséquent, vital de pouvoir disposer d'une information quantitative sur les événements économiques courants, qui soit plus complète et plus rapidement établie que dans le passé. Si elle faisait défaut, tout contrôle compétent serait impossible... » (§ 81-82).

Après avoir fait appel à la collaboration de l'industrie pour obtenir l'information désirée, le livre blanc énuméra les statistiques essentielles « qui devaient être préparées (en plus de celles existant déjà) pour appliquer avec efficacité la politique de l'emploi (§ 83), à savoir :

a) des statistiques de l'emploi et du chômage, comprenant des relevés trimestriels ou mensuels sur le degré d'emploi présent et probable dans les principales industries et régions du pays (sur la base de rapports des employeurs) ;
b) une information régulière relative aux épargnes, ainsi qu'aux plans d'investissements des autorités publiques et, dans la mesure du possible, de l'industrie privée ;

[1] J. Stafford, dans « Proceedings » of the Institute of Cost and Works Accountants, Summer School, septembre 1956.

c) un recensement annuel de la production, montrant la structure des principaux secteurs industriels durant l'année précédente et incluant, entre autres, des détails sur le volume et la valeur de la production, des stocks et des travaux en cours ;
d) des séries mensuelles sur la production, la consommation et les stocks et, si possible, sur les commandes en portefeuille, en partant de relevés partiels, établis périodiquement par de grandes entreprises, des associations économiques et des institutions publiques ;
e) des estimations annuelles et trimestrielles des mouvements de capitaux étrangers et de la balance des paiements. »

Il était aussi suggéré de « compléter le livre blanc annuel sur le revenu national et la dépense nationale par une analyse plus détaillée des éléments de la dépense globale. En particulier, des estimations directes devraient être faites des différents types de dépenses d'investissement et des diverses catégories d'épargne ; ceci serait, en fait, le budget en capital (capital budget) de la nation (§ 84).

Telles étaient les propositions et si elles sont reproduites ici, c'est qu'elles constituent un point de départ précis pour l'étude de l'évolution subséquente des statistiques économiques anglaises.

Le « Statistics of Trade Act »

Quelques-unes des suggestions du livre blanc furent reprises dans le rapport du Comité Nelson sur le recensement de la production [1] et dans celui du Comité Hopkins sur le recensement de la distribution [2]. En outre, des comités interdépartementaux firent beaucoup, après la guerre, pour éliminer les lacunes dans l'appareil statistique, qui découlaient d'un manque de liaison. L'un de ces comités, le « Working Party on Statistics for Employment Policy », réexamina les statistiques énumérées dans le livre blanc sur la politique de l'emploi, de 1944, et présenta un rapport sur la base duquel fut rédigé le « Statistics of Trade Act » de 1947.

La Section I de cet Acte conférait à toute « autorité compétente » [3] le droit d'exiger des informations « indispensables pour apprécier les tendances de la conjoncture économique, pour développer les statistiques destinées à l'industrie et pour faciliter les pouvoirs publics dans l'exécution de leurs charges... ». Une annexe de l'Acte mentionnait les matières sur lesquelles les entreprises pouvaient être requises de fournir des relevés ou des estimations (sous peine de sanctions si elles s'y refusaient) :

« La nature de l'entreprise (y compris ses rapports d'association avec d'autres firmes) et la date de son acquisition ; les personnes employées (y compris les propriétaires participant activement à la gestion), la nature de leur

[1] Cmd. 6687, octobre 1945.
[2] Cmd. 6764, mars 1946.
[3] La plupart des départements publics sont des « autorités compétentes » aux termes de l'Acte.

emploi, leur rémunération et le nombre d'heures de travail ; la production, les ventes, les livraisons et les services fournis ; les marchandises acquises ou utilisées, les ordres en portefeuille, les stocks et les travaux en cours ; les dépenses et les coûts (y compris les travaux confiés à des tiers, l'amortissement, les loyers, les taxes et les impôts autres que ceux frappant le profit) ; les dépenses d'investissement ; les recettes de l'entreprise et ses créances ; l'énergie utilisée ou créée ; les immobilisations, le matériel et l'outillage, y compris les nouvelles acquisitions et les ventes de tels actifs ; les locaux occupés. »

Comme la plupart des lois qui autorisent les pouvoirs publics à rassembler des statistiques, l'Acte de 1947 contenait des dispositions destinées à prévenir toute indiscrétion dans l'emploi des renseignements transmis par les entreprises.

L'Acte abrogeait les « Census of Production Acts » de 1906, 1917 et 1939 et décrétait que le Board of Trade devrait effectuer un recensement de la production (census of production) en 1949 (pour 1948) et, par la suite, chaque année, « afin de dresser régulièrement un tableau d'ensemble de l'état du commerce et des affaires ». Le Board of Trade était aussi habilité à préparer un recensement de la distribution (census of distribution) chaque fois qu'il le jugerait désirable.

Le rôle des recensements de la production et de la distribution après guerre

Conformément au « Statistics of Trade Act », un recensement partiel de l'industrie fut effectué pour 1946. Pour les années 1948-1951, le recensement porta sur l'emploi, les traitements, les salaires, la production brute et nette, les dépenses en capital et en stocks, et cela dans les mines et les carrières, dans presque toutes les industries de transformation, dans la construction et le génie civil (sauf en 1950), et dans les services publics (eau, gaz, électricité). En 1952, 1953 et 1955, on se contenta de relevés partiels, afin de ne pas surcharger les entreprises.

Le premier recensement de la distribution fut fait pour 1950. Il procura une abondante documentation sur le commerce de gros et de détail, comprenant des chiffres sur le montant des ventes, des achats, des stocks et de l'emploi. Toute cette information était classifiée très en détail selon le type de commerce et l'importance des villes.

Au sujet de ces recensements, il convient de mentionner ici le rapport du Comité Verdon Smith, publié en 1954 [1]. Ce comité avait été désigné par le président du Board of Trade pour étudier la méthode des recensements et faire des recommandations. Son rapport peut être considéré comme la synthèse des expériences faites après guerre en matière de préparation de l'information statistique pour les besoins de la politique économique. Le comité interrogea des centaines d'entreprises, d'associations économiques, de départements

[1] « Report of the Committee on the Censuses of Production and Distribution », Cmd. 9276, octobre 1954.

publics. En ce qui concerne le Gouvernement, le rapport conclut que les recensements répondaient à deux besoins importants : 1. ils fournissaient une vue d'ensemble de l'économie, essentielle pour éclairer la politique à suivre et pour en contrôler les effets ; 2. ils servaient de base à l'élaboration de nombreuses statistiques (indices de la production et des prix de gros ; volume du commerce de détail, etc.), qui sont amplement utilisées par l'économie privée.

En revanche, l'opinion de nombreuses sections du commerce et de l'industrie aurait été que les recensements de la production et de la distribution n'étaient qu'une perte de temps et d'argent, d'une part parce que leurs résultats n'apparaissaient que tardivement, et d'autre part parce que leur présentation en rendait l'usage peu aisé.

Le comité dut tenir compte de ces objections, tout en reconnaissant que le Gouvernement « devait avoir accès à l'information économique dont il avait besoin », s'il voulait jouer son rôle dans l'économie. En conséquence, le rapport préconisa certains changements dans la technique des recensements tendant à simplifier la procédure d'enquête, à perfectionner la présentation et à diminuer les délais de publication. Il recommanda d'exempter un plus grand nombre d'entreprises de l'obligation de fournir des statistiques, ainsi que de prévoir des intervalles plus longs entre chaque recensement ; les années où il n'y aurait pas de recensement général, on établirait des relevés partiels.

Le Gouvernement accepta les conclusions du rapport, qui fut bien accueilli par la presse et par l'industrie (avec quelques réserves). Deux déclarations du rapport retinrent l'attention : la première relevait l'utilité des recensements de la production et de la distribution pour l'établissement des statistiques courantes ; la seconde était celle d'un porte-parole du Trésor qui, soulignant l'ampleur des transactions gouvernementales actuelles, remarquait que « du point de vue du monde des affaires et du travail de grosses pertes pouvaient résulter de mauvaises prévisions consécutives à l'absence d'information ».

L'importance des recensements — et en particulier de celui sur la production — pour la comptabilité nationale fut indiquée clairement par le Comité Verdon Smith ; c'est de cette source, en effet, que sont tirées, entre autres, les données relatives aux investissements en capitaux fixes et en stocks, qui constituent précisément, selon le livre blanc de 1944, la portion de la dépense globale la plus sujette à variations soudaines et incontrôlables.

Le Bureau central de statistique

Outre les recensements de la production et de la distribution, le développement des autres statistiques anglaises s'est poursuivi à un rythme accéléré à partir de 1945 ; quelques-unes des principales étapes sont décrites brièvement ci-après.

Dans une publication du Trésor britannique [1], on lit qu'« il importe peu de savoir qui rassemble les statistiques de base utilisées par l'Etat — que ce soit

[1] *Cf.* « Government Statistical Services », *H.M.S.O.*, 1953. Cette brochure contient une excellente information sur les statistiques économiques anglaises.

l'Etat lui-même, des associations privées ou des particuliers — pourvu qu'elles soient exactes et complètes. Au cours des vingt-cinq dernières années, beaucoup de grandes entreprises, des associations économiques, des entreprises nationalisées et des administrations publiques ont constitué leurs propres services statistiques et certains des travaux qu'ils produisent sont employés par les pouvoirs publics. » Il serait donc erroné de penser que rien ne s'est fait dans le domaine des statistiques en dehors de l'Etat. Le secteur privé peut se prévaloir d'une contribution des plus valables ; l'Etat a aussi bénéficié de la collaboration et des recherches d'institutions telles que le « National Institute of Economic and Social Research » et le « Department of Applied Economics », de l'Université de Cambridge.

Cependant, le Gouvernement est responsable des statistiques fondamentales; aussi, ajoute la dite publication, « non seulement la quantité de l'information statistique rassemblée par les départements publics pour leur propre usage a augmenté ces dernières années, mais les pouvoirs publics ont dû encore satisfaire le besoin croissant de statistiques des industriels et des commerçants ».

L'organisation de ce vaste travail est du ressort du Bureau central de statistique, qui s'occupe, en outre, de fournir les statistiques demandées par le Gouvernement, de résumer et de publier l'information provenant d'autres départements, et de préparer diverses séries importantes, telles que les estimations du revenu national et les indices de la production industrielle. Le Bureau est aussi en contact avec les organisations internationales et collabore à une meilleure comparabilité des statistiques mondiales.

La coordination des efforts des diverses instances gouvernementales relève de plusieurs comités interdépartementaux permanents, placés sous la supervision du Bureau central ; on a déjà mentionné le « Working Party on Statistics for Employment Policy»; celui-ci a des sous-comités qui s'occupent de construire des indices de prix ou de réunir de la documentation sur les dépenses des consommateurs. D'autres comités traitent de problèmes de classification ou sont chargés des relations avec les services statistiques des Nations Unies.

Il parut évident, après la guerre, que l'expansion des statistiques nécessiterait la formation d'un corps de spécialistes [1] ; pour assurer le recrutement du personnel capable de manipuler un matériel statistique toujours plus complexe, une classe de statisticiens fut introduite, en 1946, dans la hiérarchie des fonctionnaires du « Home Civil Service ». Quant à la création d'un « service statistique pour l'industrie », annoncée par l'Acte de 1947, les premiers pas furent faits déjà en 1946, avec la publication du « Monthly Digest of Statistics » [2], œuvre du Bureau central de statistique, travaillant en collaboration avec les départements publics. Le « Digest », qui reproduit des séries mensuelles, fut suivi, peu après, de l'« Annual Abstract of Statistics », qui présente des séries annuelles et fournit beaucoup plus de détails que le précédent.

---

[1] La brochure « Government Statistical Services » (1953) note que les séries paraissant dans l'« Annual Abstract of Statistics » sont préparées par une cinquantaine de départements et d'institutions officielles.

[2] La publication de données mensuelles dans le « Digest » faisait suite à une suggestion exprimée dans le livre blanc de 1944.

STATISTIQUES DE LA PRODUCTION, DES PRIX, DU COMMERCE DE DÉTAIL ; RECENSEMENT DE LA POPULATION

Les statistiques mensuelles de la production — une proposition du livre blanc de 1944 — ne firent leur apparition que lors de la publication d'un Indice intérimaire (Interim Index) en 1948 ; cependant, le matériel nécessaire à la pondération de l'indice avait déjà été en grande partie rassemblé au cours du recensement partiel de la production, en 1946.

En été 1946, le Ministre du travail nomma un comité consultatif (Cost of Living Advisory Committee) pour le conseiller dans les travaux préparatoires d'un nouvel indice des prix de détail (l'ancien indice du coût de la vie, basé sur un budget ouvrier datant de 1904, tenait compte d'un schéma de consommation dépassé, incluant encore des dépenses de bougie et de bas de laine noirs ; il avait perdu tout crédit avant la seconde guerre mondiale déjà). Un indice intérimaire des prix de détail parut en 1947 ; il devait enregistrer les variations des prix de détail selon une pondération établie sur la base de budgets familiaux résultant d'une enquête menée en 1937-38 (cette enquête, dirigée par le Ministre du travail, engloba 10.700 budgets de familles ouvrières, dont les revenus ne dépassaient pas £ 250 par an).

Le nouvel indice intérimaire (base : 17 juin 1947 = 100) donnait à l'alimentation un coefficient d'importance de 35 % seulement, contre 60 % dans l'ancien indice. Les quatre groupes essentiels que sont l'alimentation, le logement, l'habillement, le chauffage et éclairage, furent affectés d'une pondération de 64 %, comparée à 96 % dans l'ancien indice. Le solde de 36 % fut réparti entre les biens de consommation durables, les boissons alcooliques, le tabac, et les services ; dans le vieil indice, ces divers postes ne comptaient que pour 4 %. Ces modifications dans la pondération sont l'expression d'une structure de consommation sensiblement transformée entre 1904 et 1937, ainsi que d'une hausse du standard de vie.

Deux changements sont encore intervenus ces dernières années dans l'indice des prix de détail. L'indice de 1947 avait été qualifié d'« intérimaire », parce qu'il était prévu de le reviser aussitôt qu'on disposerait d'une information certaine sur la répartition des dépenses des consommateurs après guerre. En 1951, le « Cost of Living Advisory Committee » recommanda un réajustement de la pondération pour tenir compte du schéma de dépenses constaté en 1950 ; le comité suggéra aussi une nouvelle enquête sur les dépenses des ménages, de manière à constituer une base plus permanente pour la construction de l'indice. Cette enquête, commencée en 1953, impliqua le dépouillement de 20.000 budgets familiaux provenant de tout le pays. On renonça au budget « ouvrier » pour adopter un budget censé représenter le type de dépenses du 90 % environ de tous les ménages britanniques ; par suite de l'élargissement de sa base, le nouvel indice des prix de détail (17 janvier 1956 = 100) enregistre maintenant les fluctuations des prix de produits « de luxe », tels que le rumsteck, le complet sur mesure, le poste de télévision, la machine à laver, la voiture d'occasion, en plus de celles des biens et services réputés les plus essentiels.

L'enquête de 1953 sur les dépenses des ménages sera publiée au courant de l'été 1957 ; notons qu'une enquête continue va être poursuivie, sur la base

d'une sélection d'un petit nombre de budgets familiaux, de manière à disposer d'une information sans cesse remise à jour sur les revenus et les dépenses des consommateurs.

L'indice des prix de détail est très important pour deux raisons : tout d'abord, les traitements et les salaires de millions de travailleurs varient directement ou indirectement en proportion de cet indice ; ensuite, celui-ci est, pour le Gouvernement et l'industrie, un des indicateurs les plus commodes de la stabilité (ou de l'instabilité) des prix intérieurs. On se souvient que le livre blanc sur la politique de l'emploi avait insisté sur la stabilité des prix comme condition du maintien de l'emploi à un niveau élevé ; les hommes d'Etat britanniques ont donc suivi avec une attention grandissante l'évolution des prix, à travers les fluctuations de l'indice [1]. Les citoyens s'intéressent peu d'ordinaire aux statistiques, mais la plupart d'entre eux (et surtout leurs femmes) se soucient des prix qu'ils paient dans les magasins, et s'attendent à les voir se refléter dans l'indice. Il n'est pas étonnant, dès lors, que le Gouvernement prenne beaucoup de soins pour que l'indice soit une représentation fidèle et équitable de la réalité économique.

Quelques commentaires ont été faits plus haut sur les recensements de la production et de la distribution, qui constituent un remarquable panorama des ressources industrielles de l'économie et de leur distribution. En avril 1951, les autorités décidèrent d'obtenir un tableau parallèle des ressources humaines, sous la forme d'un recensement de la population, et de reprendre la tradition des enquêtes décennales, commencée en 1801 et interrompue en 1941. On saisit l'occasion de ce recensement pour compléter l'information démographique, en particulier sur des questions de fertilité (pour la première fois depuis 1911) ; les enquêteurs tentèrent aussi d'apprécier le niveau d'éducation de la communauté en s'informant de la nature et de la durée des études suivies ; ils s'inquiétèrent encore de savoir quels étaient les aménagements des sujets britanniques, tant en ce qui concerne les amenées d'eau, les conditions d'hygiène (salles de bain), que les modes de cuisson ; ces renseignements devaient permettre d'éclairer la politique du logement des pouvoirs publics.

Ayant porté remède aux lacunes de l'indice des prix de détail, les autorités commencèrent, en 1951, à publier une nouvelle série d'indices des prix de gros. Calculés par le Board of Trade, ces indices étaient pondérés en fonction de l'importance de chaque marchandise (commodity), telle qu'elle ressortait du recensement de la production de 1948. Faisant fi du vieux principe selon lequel il y a « un » niveau de prix, les statisticiens anglais établirent quatre espèces d'indices ; les deux premières enregistraient les prix des « inputs », c'est-à-dire des matières premières « utilisées » par l'industrie [2], et les deux secondes, les prix des « outputs », soit des biens « produits » par l'industrie [3]. L'ancien indice fut continué jusqu'à la fin de 1955, puis abandonné.

---

[1] Voir le discours prononcé en mai 1956, à Newcastle-on-Tyne, par M. Macmillan. De janvier à mi-décembre 1956, l'indice des prix de détail haussa de 3 ½ %, comparé à 5 ½ % en 1955.

[2] Ou indices des matières de base.

[3] Ou indices des produits manufacturés.

L'une des sources importantes servant aux estimations des dépenses des consommateurs dans le compte du revenu national est constituée par les indices de la valeur des ventes au détail (Indices of the Value of Retail Sales), dus au Board of Trade. Ces indices ont été publiés depuis plus de vingt ans ; des améliorations leur furent apportées en 1947 et en 1952, mais tant que les résultats du recensement de la distribution de 1950 n'étaient pas connus, leur base demeurait peu satisfaisante. Une nouvelle série débuta en 1956, qui permet maintenant de mieux suivre les tendances générales dans le commerce de détail; ces statistiques sont d'ailleurs en train d'être perfectionnées. Etant donné que les ventes au détail représentent environ un cinquième des dépenses totales des consommateurs, des indices dignes de confiance sont indispensables.

En 1952, l'indice intérimaire de la production industrielle fut remplacé par un nouvel indice plus permanent, revisé à la lumière des enseignements du recensement de la production de 1948. Cet indice enregistre les fluctuations mensuelles de la production industrielle au Royaume-Uni, en tenant compte de tous les produits manufacturés (en provenance d'entreprises privées et publiques), de la production des mines et des carrières, de l'industrie de la construction et des services publics (eau, gaz et électricité).

La nouvelle politique monétaire et le besoin d'une meilleure information économique

Pendant et après la guerre, la majeure partie de l'information statistique disponible pour éclairer la politique économique était rassemblée en vertu des « Defence Regulations », et avait pour objet de faciliter l'administration des contrôles physiques.

Après l'introduction d'une «nouvelle politique monétaire», en 1951-52, les contrôles physiques furent progressivement abandonnés en tant que moyens d'orienter l'économie ; ceci eut toutefois pour conséquence de priver le Gouvernement de nombreuses sources d'information. Ainsi, au moment où l'économie devenait plus « libre » et où son évolution future était plus difficile à saisir, quelques-unes des statistiques, qui auraient pu faciliter les prévisions nécessaires à la politique conjoncturelle, disparaissaient. (Par exemple, jusqu'à l'abandon des contrôles sur la construction, en novembre 1954, le Gouvernement pouvait disposer de renseignements détaillés sur l'emploi, la production et les plans d'investissements. Depuis, il a dû procéder à des enquêtes spéciales afin d'être mieux en mesure de prévoir un boom de la construction industrielle pareil à celui qui eut lieu en 1955. Cette année, d'autres enquêtes seront faites, en vue d'obtenir des renseignements sur les contrats relatifs à des travaux de construction futurs.)

Pour cette raison, il a fallu, ces derniers temps, redoubler d'efforts pour accroître l'information, et plus particulièrement celle susceptible de fournir des données, si possible prévisionnelles, sur les changements intervenant dans l'offre et la demande. A cet égard, de considérables progrès ont été réalisés depuis

1953, au point qu'on ne peut les mentionner tous ici [1] ; deux types de statistiques ont suscité, cependant, un intérêt tout spécial du fait de leur importance pour la politique économique : il s'agit des statistiques relatives aux investissements et de celles concernant les ventes à crédit.

L'investissement en capitaux fixes

Le livre blanc sur la politique de l'emploi, de 1944, avait souligné qu'un des plus grands obstacles s'opposant au maintien de la demande globale provenait de ce que l'investissement était sujet à de fortes fluctuations, difficilement contrôlables. En conséquence, le Gouvernement a tenu à s'informer non seulement sur les investissements fixes passés, mais aussi sur les dépenses futures en capital. A cet effet, il pouvait disposer de séries se rapportant aux contrats de construction (mentionnés plus haut), aux ordres en portefeuille (pour les machines-outils, la construction de navires, l'acier, l'ameublement, le coton et pour quelques sections de l'industrie mécanique). Toutefois, pour avoir une vue générale de l'évolution des investissements fixes, il fallait, jusqu'en 1955, attendre le recensement annuel de la production. En juillet 1955, le Board of Trade annonça qu'il prenait contact avec 650 entreprises pour les inviter à lui remettre volontairement, chaque trimestre, un rapport sur leurs dépenses passées et sur leurs dépenses prévues pour l'année courante en matière d'investissements fixes (outillage et équipement, véhicules et vaisseaux, constructions). Les autorités justifièrent cette initiative dans les termes suivants :

« Les fluctuations de l'investissement ont d'importantes répercussions sur l'activité économique, aussi est-il nécessaire d'avoir une information constamment à jour sur l'évolution à court terme des dépenses en capital de l'industrie. Jusqu'ici, l'information sur les investissements réalisés dans le passé ne pouvait être obtenue qu'annuellement dans le recensement de la production et dans d'autres sources, tandis que les estimations provisoires pour les investissements de l'année courante n'étaient pas disponibles avant mai ou juin de l'année suivante. Les nouvelles séries trimestrielles donneront des indications adéquates sur les tendances à court terme, qui faciliteront l'établissement de prévisions annuelles des plus utiles, aussi bien pour le Gouvernement que pour l'industrie. Une information similaire est régulièrement publiée aux Etats-Unis, au Canada, en Australie et en Suède. »

L'enquête du Board of Trade devait être limitée aux sociétés dont les titres étaient cotés à une Bourse anglaise. Dans les secteurs de l'industrie mécanique et de la navigation maritime, ces sociétés sont responsables de la majeure partie des dépenses en capital, de sorte que les chiffres publiés pour ces compartiments pouvaient être considérés comme suffisamment représentatifs. En revanche, il n'en allait pas de même dans le domaine de la distribution et des services où la

[1] La brochure intitulée « National Income Statistics : Sources and Methods », *H.M.S.O.*, 1956, donne une idée précise de l'évolution des statistiques économiques anglaises utilisées pour la préparation des tableaux du revenu national. Les principales sources sont mentionnées dans l'ouvrage de E. Devons: *An Introduction to British Economic Statistics*, Cambridge University Press, 1956.

sélection initiale des entreprises représentatives se révéla insuffisante. Des mesures ont donc été prises pour élargir la base de l'enquête en procédant à un meilleur échantillonnage.

Les premiers résultats de l'enquête parurent en février 1956 et leur utilité fut rapidement démontrée. Sur la base des trois premiers trimestres, il était estimé que, pour 1955, les dépenses en capital fixe de l'industrie de transformation avaient augmenté de 18 % par rapport à 1954 (une revision ultérieure porta ce chiffre à 27 %), année au cours de laquelle cet investissement avait atteint £ 593 millions ; pour 1956, on prévoyait une augmentation de 17 % par rapport à 1955 (pourcentage porté ultérieurement à 21 %). L'enquête eut encore l'avantage de faire ressortir le rythme de progression des investissements fixes durant 1955 ; l'accroissement trimestriel par rapport à la moyenne de 1954 fut respectivement de 3 %, 9 %, 24 % et 44 %. Vu que le volume des immobilisations avait été de quelque £ 600 millions en 1954, il est évident que l'expansion en 1955 a dû être très forte. Si les autorités avaient eu connaissance à temps de ce phénomène, elles auraient pu prendre des mesures plus rapides pour modérer le boom des investissements qui caractérisa l'année 1955.

Les dernières enquêtes semblent indiquer que l'industrie de transformation s'apprête à dépenser pour ses immobilisations, en 1957, un montant à peu près identique à celui de 1956.

Les investissements en stocks

Le second élément intervenant dans la formation du capital est constitué par l'investissement en stocks de matières premières, de travaux en cours et de produits finis. Depuis la fin de 1953, le Board of Trade a collecté à ce propos une information trimestrielle, obtenue à l'origine, sur une base volontaire, de 170 entreprises de l'industrie de transformation, dont les stocks égalaient environ un tiers des stocks totaux de ce secteur (évalués à quelque £ 3600 millions à la fin de 1954). Ces entreprises furent invitées à remettre des relevés trimestriels mentionnant leurs stocks en matières premières et en combustibles, en travaux en cours et en produits finis, évalués au prix de revient ou au prix du marché, selon que l'un ou l'autre était le plus bas. Les résultats furent communiqués sous forme d'un indice montrant les variations de valeur du total des stocks seulement et non de leurs composants.

Cet indice n'apparut qu'en janvier 1956 ; il révéla que la valeur des stocks dans l'industrie de transformation avait augmenté de 13 % en 1955. L'ampleur même de cette progression soulignait combien il était essentiel pour la politique économique de disposer d'une information sérieuse, au bon moment. En 1956, qui vit la politique monétaire (« credit squeeze ») jouer en plein, le stockage dans l'industrie de transformation ne s'accrut que de 10 %, les trois quarts de cette augmentation étant enregistrés au début de l'année ; ainsi, la formation de stocks était effectivement ralentie. En outre, les données séparées publiées actuellement pour chacune des catégories de stocks [1] montrent que les matières pre-

[1] Des détails plus complets sur les stocks sont communiqués depuis le début de 1956; 350 entreprises, dont les stocks représentent le 40 % de l'industrie de transformation, participent maintenant à l'enquête.

mières et les travaux en cours n'ont pas augmenté dans la même proportion que les produits finis, ce qui semble confirmer que le boom du stockage tire à sa fin.

Ce genre d'enquêtes à court terme a l'avantage de la rapidité ; cependant, les recensements de la production et de la distribution demeurent le fondement de l'information sur la dépense globale en stocks et en capitaux fixes, ainsi que sur son évolution année après année. Il est rassurant de constater que les prévisions faites sur la base des enquêtes ont été, ces deux dernières années, confirmées, dans les grandes lignes, par les résultats des recensements (lesquels offrent naturellement un degré beaucoup plus grand de certitude).

Récents développements en matière d'information sur les investissements

Il y a quelques mois, le système des enquêtes volontaires sur l'investissement en stocks et en capitaux fixes a été étendu de manière à inclure 1200 firmes appartenant au commerce de gros (dont les stocks sont estimés à environ £ 1 milliard). L'omission de ces entreprises constituait jusqu'ici « l'une des plus sérieuses lacunes dans l'information statistique ». De plus, les autorités, se fondant sur les pouvoirs que leur confère le « Statistics of Trade Act », vont procéder à une enquête obligatoire [1] concernant les immobilisations, les stocks et les ventes au détail de quelque 35.000 firmes appartenant au secteur de la distribution et des services. On admet que les stocks détenus par l'ensemble de ce compartiment s'élèvent à £ 2 milliards et que les dépenses annuelles de construction et d'équipement atteignent £ 250 millions environ. Parmi les 35.000 firmes, on compte toutes les grandes entreprises de la branche, ainsi qu'une bonne sélection du solde ; il s'agit principalement de maisons de distribution en gros ou en détail, de maisons de transports, de restaurants, de buanderies, d'entreprises de divertissements, etc., qui ne sont généralement pas prises en considération par les recensements de la production. Cette information est destinée à compléter celle qui est obtenue sur la base d'arrangements volontaires.

Les estimations relatives aux stocks ont toujours été assez hasardeuses à cause de l'imperfection des sources. En raison des relations étroites qui existent entre le stockage et la balance des paiements du Royaume-Uni [2], l'amélioration de cette information revêt une importance fondamentale pour le maintien de l'équilibre économique.

Les ventes a tempérament

Puisqu'il a été fait allusion au boom des investissements de 1955, on ne saurait passer sous silence l'une de ses causes motrices : les ventes à tempéra-

[1] Le lecteur aura remarqué que, malgré les pouvoirs étendus que lui octroie le «Statistics of Trade Act », le Gouvernement a conduit presque toutes ses enquêtes statistiques (autres que les recensements de la production, de la distribution et de la population) avec la collaboration volontaire de l'industrie privée.

[2] Ce problème a fait l'objet d'une intéressante étude de R. Brech : « The Role of Stocks in the British Economy », *Westminster Bank Review*, février 1957.

ment de biens de consommation durables, tels que voitures automobiles, machines à laver, postes de télévision, etc.

Avant l'automne 1955, il n'y avait aucune série statistique officielle concernant les ventes à tempérament. Désireux d'être mieux informé sur cet aspect particulier de la dépense, le Gouvernement lança une enquête officielle avec l'appui volontaire de 6000 détaillants et de 450 maisons spécialisées dans le financement de ces ventes. Les commerçants acceptèrent de fournir des chiffres mensuels sur le volume des ventes faites sur la base d'un contrat de crédit (« hire-purchase ») ; détaillants et maisons de finance s'engagèrent aussi à communiquer le total de l'endettement consécutif aux ventes à crédit. A la fin de 1955, cet endettement se montait à £ 450 millions au moins. Au cours de 1956, il diminua régulièrement, mais depuis quelques mois la tendance s'est renversée. Il est clair que si une telle information avait été élaborée plus tôt, elle aurait été d'une grande utilité pour éclairer la politique économique en 1954-55.

Du boom a la stabilisation : un bilan de la période de 1955 a 1956

L'évolution de l'économie anglaise durant 1955 et 1956 a été abondamment commentée ces derniers dix-huit mois ; c'est surtout le boom des investissements de 1955 qui a retenu le plus l'attention. Il est aisé de résumer les événements au cours de cette phase au moyen du tableau des recettes et des dépenses de la nation, ce qui incidemment prouve l'intérêt de la comptabilité nationale pour la compréhension de la vie économique.

Le tableau N° 3 fait apparaître les variations des ressources et des dépenses en 1954, qui fut dans l'ensemble une bonne année, et souligne, en comparaison, la détérioration survenue en 1955 ; les chiffres pour 1956 indiquent, par contre, une certaine stabilisation, imputable dans une large mesure à la politique anti-inflationniste du Gouvernement.

Tous les services du

CRÉDIT FONCIER VAUDOIS

auquel est adjointe la

CAISSE D'ÉPARGNE CANTONALE

garantie par l'Etat

sont à votre entière disposition

36 agences dans le canton - LAUSANNE

Tableau N° 3. Changements dans les ressources et les dépenses du Royaume-Uni, au coût des facteurs de 1955.

(En millions de £)

	Changements entre		
	1953 et 1954	1954 et 1955	1955 et 1956
Dépenses (Expenditures)			
Dépenses des consommateurs	+ 470	+ 330	+ 60
Dépenses publiques courantes en biens et services	— 30	— 40	+ 50
Investissement fixe brut :			
Logements	+ 30	— 45	— 25
Autres investissements fixes	+ 170	+ 205	+ 105
Investissement en stocks et travaux en cours [1]	— 50	+ 220	— 100
Exportation de biens et de services	+ 290	+ 240	+ 250
Changements totaux dans les dépenses	+ 880	+ 910	+ 340
Ressources (Supplies)			
Produit domestique brut	+ 740	+ 540	+ 240
Importation de biens et de services	+ 140	+ 370	+ 100
Changements totaux dans les ressources	+ 880	+ 910	+ 340

[1] Ces chiffres représentent des différences de valeur dans l'accroissement du volume des stocks d'une année à l'autre. Ainsi, l'accroissement en 1955 fut de £ 300 millions, mais celui de 1956 ne se monta qu'à £ 200 millions, d'où — £ 100 millions.

Source : « Economic Survey 1957 », Cmnd. 113.

L'évolution économique de 1955 à 1956 se déduit sans difficulté du tableau 3. En 1955, bien que le rythme d'accroissement des dépenses des consommateurs se soit ralenti sensiblement, la situation se tendit de façon dangereuse du fait de l'augmentation rapide des investissements en capitaux fixes et de celle encore plus marquée des stocks et des travaux en cours. Du côté des ressources, il est évident que le produit domestique brut n'a pas progressé parallèlement à la demande ; le décalage (« gap ») dut être comblé par un recours plus massif aux importations.

En 1956, la politique antiinflationniste comprima les dépenses de consommation de manière à libérer des ressources pour la formation de capitaux fixes ; le stockage se ralentit ; en conséquence, l'accroissement des importations fut modéré et demeura nettement inférieur à celui des exportations.

Le programme de développement des statistiques de 1956

En 1955, les autorités semblent avoir été surprises par la forte poussée d'investissements en capitaux fixes et en stocks ; aussi est-il compréhensible

qu'elles aient manifesté une recrudescence d'intérêt pour toute information statistique qui leur permettrait de prévoir plus rapidement les difficultés futures et d'éclairer leur action. Le Chancelier de l'Echiquier, M. Macmillan, exprima ces préoccupations dans son discours sur le budget, en avril 1956 :

« Je suis toujours conscient, déclara-t-il, de l'existence d'une brèche dans nos défenses sur ce point et de la nécessité de renforcer nos techniques administratives. Nous devons sans cesse améliorer nos statistiques, tant en ce qui concerne leur forme que la rapidité avec laquelle elles paraissent... Nous sommes encore un peu dans la situation d'un voyageur qui chercherait l'heure d'un train dans le « Bradshaw » [1] de l'année écoulée. »

Le Chancelier revint encore à la charge dans une communication du 1er août 1956, à la Chambre des Communes :

« Ces deux dernières années, de sérieuses améliorations ont été apportées à nos statistiques, avec la coopération de l'industrie. Mais l'information disponible n'est pas encore suffisante pour nous donner une connaissance immédiate des changements dans la situation économique. En politique économique comme en médecine, un diagnostic rapide est une condition primordiale pour un traitement efficace. Le Gouvernement n'a d'ailleurs pas besoin de cette information pour lui seul ; elle est tout aussi nécessaire au monde des affaires et au public. »

M. Macmillan exposa ensuite un programme de développement en sept points :

1. « La première exigence, déclara-t-il, c'est d'être actuel » ; les entreprises doivent livrer leurs statistiques le plus rapidement possible ;
2. Il faut obtenir des chiffres mensuels sur la production et sur les ordres en portefeuille dans quelques industries importantes ;
3. « Les lacunes dans nos statistiques sur la formation de capitaux fixes et sur les stocks devraient être comblées au moyen d'enquêtes faites dans le secteur de la distribution et des services (voir plus haut), car il s'agit là des éléments les plus instables dans notre économie. Leurs variations sont de nature à modifier profondément le climat économique et à affecter la balance des paiements » ;
4. Il faut être renseigné sur les nouveaux contrats de construction (voir plus haut) ;
5. Les entreprises devraient indiquer confidentiellement au fisc (Inland Revenue Department), chaque trimestre, le montant de leurs profits ;
6. Il convient de continuer les consultations avec la Banque d'Angleterre pour améliorer les statistiques des mouvements internationaux de capitaux entrant dans la balance des paiements ;
7. Enfin, il faut que les études sur les budgets familiaux soient poursuivies de façon permanente (voir plus haut).

[1] « Bradshaw » est le nom d'un horaire britannique bien connu.

Il serait inexact de supposer que le désir de bénéficier des statistiques ci-dessus se soit manifesté seulement au moment où le Chancelier fit son discours ; en vérité, de grands progrès avaient déjà été réalisés dans ce sens auparavant. Cependant, ces commentaires firent connaître ce qui avait été fait et indiquèrent à l'industrie que sa collaboration était primordiale, en particulier pour réduire les délais dans la préparation des séries.

Depuis août 1956, une partie du programme de M. Macmillan a été exécutée: le Board of Trade est en voie d'améliorer ses enquêtes sur les investissements fixes et sur les stocks ; le fisc dresse des estimations trimestrielles des traitements et salaires totaux, sur la base des paiements d'impôt effectués en vertu du système P.A.Y.E. [1] ; quant au Bureau central de statistique, il a maintenant commencé à publier chaque trimestre des statistiques assez détaillées de la dépense nationale.

En guise de conclusion, on peut résumer comme suit l'évolution des statistiques économiques anglaises par rapport aux exigences formulées par le livre blanc sur la politique de l'emploi, de 1944 : la plupart des besoins signalés alors ont été satisfaits (plus quelques autres qui n'étaient pas mentionnés) ; cependant, l'information sur l'épargne est encore trop clairsemée ; celle sur les stocks n'est publiée que trimestriellement au lieu de mensuellement ; la balance des paiements ne paraît que chaque semestre au lieu de chaque trimestre ; et enfin, l'information sur les mouvements internationaux de capitaux pourrait être améliorée.

Les responsables des statistiques anglaises sont conscients des progrès qui restent à réaliser ; cet état d'esprit n'est d'ailleurs pas caractéristique des seuls cercles gouvernementaux [2] : hommes d'affaires, experts comptables et statisticiens attachés à l'industrie privée ne cessent d'intensifier leur collaboration avec leurs collègues de Whitehall. Au fur et à mesure que de nouveaux problèmes économiques surgiront, le besoin se fera sentir de statistiques plus nombreuses et meilleures ; pour le moment cependant, il n'est pas exagéré de constater que les statistiques anglaises supportent aisément la comparaison avec ce qui est produit ailleurs dans le monde.

[1] P.A.Y.E. = « pay as you earn » ou « payez au fur et à mesure que vous gagnez ». Selon ce système, les bénéficiaires de salaires et de traitements supportent, chaque semaine ou chaque mois, l'impôt à la source visant leurs revenus.

[2] Bien que les statistiques publiées par le Gouvernement soient très nombreuses, les fonctionnaires incorporés dans la classe des statisticiens ne sont que 80 environ.

Revue internationale du Travail

(Paraît en trois éditions distinctes : française, anglaise, espagnole.)

Publiée mensuellement par le Bureau International du Travail, depuis janvier 1921, la *Revue internationale du Travail* contient des articles de fond qui reflètent l'évolution de la politique sociale sur le plan international et dans les différents pays ; des exposés documentaires, des statistiques du coût de la vie, du chômage, de l'emploi, des salaires et des heures de travail ; enfin, une rubrique bibliographique.

Prix du numéro : Fr. 2.40 suisses, abonnement annuel : Fr. 24.— suisses.

Envoi gratuit d'un numéro spécimen et du catalogue des publications du B. I. T. sur demande adressée au Bureau International du Travail, Genève.

Nous avons reçu les ouvrages suivants sur lesquels nous nous réservons de revenir dans un de nos prochains numéros :

BOEHLER EUGEN : *Nationalökonomie.* Polygraphischer Verlag A.-G., Zurich 1957, 296 p.

Divers auteurs : *Automation. — Positions et propositions.* Ed. Universitaires, Fribourg 1957, 192 p.

DUPAGE R., CEPEDE D. et LENGELLE M. : *Le Marché commun. — Etude et texte du Traité.* Ed. Génin, Paris 1957, 279 p.

LOMBARDINI SIRO : *L'analisi della domanda nella teoria economica.* Ed. A. Giuffre, Milan 1957, 199 p.

SAMUELSON PAUL-A. : *L'Economique. — Technique moderne de l'analyse économique.* Ed. A. Colin, Paris 1957, 367 p.

STOCKER ERWIN : *Die Monopolpolitik des Neoliberalismus.* Polygraphischer Verlag A.-G., Zurich 1957, 97 p.

WYGNY PIERRE : *Un témoignage sur la Communauté des Six.* Ed. CECA, Luxembourg 1957, 121 p.

PUBLICATIONS :

O. E. C. E. : *L'Europe aujourd'hui et en 1960.* — Vol. I : L'Europe aujourd'hui, 126 p. — Vol. II. : L'Europe en 1960, 170 p., Paris 1957.

— *La formation des travailleurs à l'intérieur de l'entreprise.* Paris 1957, 96 p.

— *Savons, détergents, peintures, vernis. — Technique de distribution aux Etats-Unis.* Paris 1957, 99 p.

O. N. U. : *Annuaire statistique 1956.* New York 1956, 646 p.

— *Bulletin annuel de statistique de l'énergie électrique pour l'Europe.* Vol. II, Genève 1957.

— *Bulletin annuel de statistique du gaz pour l'Europe.* Vol. I, Genève 1957, 39 p.

— *Bulletin des Stupéfiants.* Vol. 8, Genève 1956, 49 p.

— *Bulletin trimestriel de statistique de l'acier pour l'Europe.* Vol. VIII, n° 1, Genève 1957, 124 p.

— *Commission économique pour l'Europe.* Rapport annuel, supplément n° 6, New York 1957, 83 p.

— *Electrification rurale.* Vol. II, Genève 1957, 145 p.

— *Rapport sur la situation économique du gaz naturel en Europe.* Genève 1957, 44 p.

— *Study Kit on training for Community development.* New York 1957, 69 p.